«Hervé Marseille, au centre (du jeu) pour la future réforme»

07/03/2018

Chaque mardi, il retrouve le président du Sénat, Gérard Larcher, et le chef de file des sénateurs LR, Bruno Retailleau, pour échanger de manière informelle. Le président du groupe Union centriste au Sénat, Hervé Marseille sera l'un des autres personnages clefs de la révision constitutionnelle promise par Emmanuel Macron. Il sera d'ailleurs reçu vendredi par Edouard Philippe, qu'il a déjà vu le 9 février. Car sa position comptera : il pèse 50 voix, le nombre de sénateurs que compte le groupe dans la haute assemblée.

Celui qui a débuté comme collaborateur d'André Santini maîtrise toutes les ficelles du microcosme centriste, où il s'épanouit depuis 30 ans, et du Palais du Luxembourg, dont il a été vice-président. A 63 ans, l'ex-maire de Meudon aime dire qu'il est de l'ancien monde. Malgré tout, il est de plus en plus séduit par le nouveau. Et défend sur la révision constitutionnelle une ligne beaucoup plus souple que celle de son homologue du groupe LR, Bruno Retailleau. « On souhaite le bon aboutissement de cette réforme, assure le sénateur des Hauts-de-Seine. A partir du moment où l'on ne touche pas au bicamérisme et au Sénat, je ne vois rien d'infranchissable. »

Alors que Gérard Larcher fait de la limitation du cumul des mandats dans le temps une ligne rouge, Hervé Marseille, qui se livre régulièrement à des imitations très réussies (de Nicolas Sarkozy, notamment), élude : « Pour nous, ce n'est pas un dogme en soi ». Quand la droite sénatoriale s'érige en défenseuse des territoires et met en garde contre la facture que pourrait générer une baisse du nombre de parlementaires, ce fin connaisseur de la carte électorale prend aussi ses distances : « Lorsque Jean-Pierre Raffarin avait décidé de faire des listes régionales aux européennes, on ne peut pas vraiment dire que ça a rapproché les députés européens du peuple. La maladie de la démocratie tient à autre chose ».

Main dans la main. En revanche, le président du groupe centriste commence, comme beaucoup d'autres, à s'impatienter : « Ce qui est emmerdant dans cette affaire, c'est qu'on n'a pas d'informations sur ce qu'Emmanuel Macron veut faire. Or, le diable est dans les détails. » Il s'étonne d'ailleurs qu'aucun document écrit n'existe sur le contenu envisagé de la réforme. « Cela permet à Emmanuel Macron de discuter mais de ne s'engager sur rien. Cela lui permettra de nier si on lui reproche de ne pas tenir ses engagements », note ce vieux briscard de la politique.

C'est aussi une manière pour lui de ne pas insulter l'avenir. « Jusqu'à présent, Emmanuel Macron donnait le sentiment de se satisfaire de n'avoir qu'En Marche. Les adversités qui montent l'ont fait changer », constate-t-il. Le sénateur des Hauts-de-Seine fait partie de ceux qui seraient plutôt favorables à un large rassemblement de La République en marche et des centristes en vue des élections européennes. « S'il y a des rassemblements, il faut que cela aille au-delà des européennes, il faut que cela englobe le reste », dit-il.

Dans cette affaire, il marche main dans la main avec le président de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde, qui a mis un terme à l'alliance de sa formation avec LR. « C'est vraiment un binôme, relate un ami des deux hommes. Hervé ne fera jamais rien contre Jean-Christophe ». En juin, ils iront ensemble en Nouvelle-Calédonie dans la perspective du référendum qui aura lieu d'ici fin novembre. Dans tous ses entretiens avec l'exécutif, Hervé Marseille évoque le cas de Jean-Christophe Lagarde, marginalisé au sein du dispositif macroniste pour être passé à côté de la séquence électorale de 2017, en ayant soutenu jusqu'au bout François Fillon.

Caroline Vigoureux et Ludovic Vigogne

COMMUNIQUÉ DE PRESSE